

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1981-1982**

18 MARS 1982

Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. DE KERPEL

Le projet qui vous est soumis a été examiné par la Commission de l'Intérieur au cours de ses réunions du 16 et du 18 mars 1982; il a été adopté par 14 voix et 1 abstention.

I. Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique

Le projet du Gouvernement tend à créer deux nouvelles chambres à la section de législation du Conseil d'Etat, en vue d'accélérer les travaux de cette section.

Les affaires soumises à la section de législation sont par nature urgentes, puisqu'il s'agit de l'examen des avant-projets de loi et des arrêtés royaux organiques.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Paque, président; André, Bascour, Boel, De Baere, Gerits, J. Gillet, Grosjean, R. Leclercq, Luyten, Mme Panneels-Van Baelen, MM. E. Peetermans, Vandenhaute, Vandermarliere, Vandezande, Van Herreweghe, Van Rompaey et De Kerpel, rapporteur.

Membres suppléants : MM. Decoster, Donnay, Peciaux, Th. Toussaint et Mme Tyberghien-Vandenbussche.

R. A 12396

Voir :

Document du Sénat :

170 (1981-1982) N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1981-1982**

18 MAART 1982

Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER DE KERPEL

Dit ontwerp is aan de orde gekomen ter vergadering van de Commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden van 16 en 18 maart 1982 en aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

I. Uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Het regeringsontwerp beoogt twee nieuwe kamers op te richten bij de afdeling wetgeving van de Raad van State ten einde de werkzaamheden van die afdeling te bespoedigen.

De zaken die worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving, zijn uit hun aard dringend omdat het gaat om voorontwerpen van wet en om organieke koninklijke besluiten.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Paque, voorzitter; André, Bascour, Boel, De Baere, Gerits, J. Gillet, Grosjean, R. Leclercq, Luyten, Mevr. Panneels-Van Baelen, de heren E. Peetermans, Vandenhaute, Vandermarliere, Vandezande, Van Herreweghe, Van Rompaey en De Kerpel, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Decoster, Donnay, Peciaux, Th. Toussaint en Mevr. Tyberghien-Vandenbussche.

R. A 12396

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

170 (1981-1982) N° 1 : Ontwerp van wet.

La tâche de la section s'est encore accrue depuis l'entrée en vigueur des lois de réformes institutionnelles; l'exposé des motifs est éclairant à cet égard.

Etant donné la situation financière du pays, le Gouvernement a estimé qu'il convenait de s'en tenir, tant pour l'auditorat que pour le Conseil, à des extensions de cadre modérées mais néanmoins suffisantes pour permettre au Conseil d'Etat et à l'auditorat de faire face à leurs obligations.

L'effectif actuel du Conseil d'Etat comprend dix-huit membres : un premier président, un président, quatre présidents de chambre et douze conseillers, soit au total dix-huit membres.

Le projet gouvernemental a pour effet de porter l'effectif à vingt-quatre membres, soit un premier président, un président, six présidents de chambre et seize conseillers.

L'auditorat comprend actuellement trente-neuf membres, soit un auditeur général, un auditeur général adjoint, huit premiers auditeurs et vingt-neuf auditeurs et auditeurs adjoints.

Le projet du Gouvernement se borne à majorer de cinq unités le nombre des auditeurs et auditeurs adjoints, pour le porter à trente-quatre.

Rien n'est modifié en ce qui concerne le bureau de coordination.

Enfin, le nombre des greffiers est porté de cinq à sept.

Le coût de l'extension, telle qu'elle est prévue, sera de quelque 26 000 000 de francs.

**

En dehors des dispositions prévoyant une adaptation de quelques articles des lois coordonnées en fonction de la création de deux nouvelles chambres, le projet prévoit encore :

— une modification de l'article 19 des lois coordonnées, destinée à mettre cette disposition en concordance avec la Directive du Conseil des Communautés européennes du 22 mars 1977 en ce qui concerne l'exercice de la libre prestation des services par les avocats;

— une disposition transitoire prolongeant la durée de validité des derniers concours de recrutement d'auditeurs adjoints et de référendaires adjoints, concours clôturés respectivement les 14 décembre 1979 et 10 juin 1980.

Enfin, le Gouvernement a, lors de la discussion des articles en Commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants, marqué son accord sur un amendement modifiant l'article 71, § 1^{er}, en vue de permettre aux auditeurs et référendaires de passer de l'auditorat au bureau de coordination et vice versa.

Sedert de inwerkingtreding van de wetten tot hervorming van de instellingen zijn de taken van deze afdeling nog in aantal toegenomen; de memorie van toelichting maakt een en ander duidelijk.

Gelet op de financiële toestand van het land heeft de Regering gemeend dat de personeelsuitbreiding bij het auditoraat zowel als bij de Raad beperkt moest blijven, maar toch voldoende diende te zijn om de Raad van State en het auditoraat in staat te stellen hun verplichtingen na te komen.

De Raad van State is thans samengesteld uit achttien leden : een eerste voorzitter, een voorzitter, vier kamervoorzitters en twaalf staatsraden.

Het regeringsontwerp wil deze formatie op vierentwintig brengen, te weten een eerste voorzitter, een voorzitter, zes kamervoorzitters en zestien staatsraden.

Het auditoraat bestaat thans uit negenendertig leden, namelijk een auditeur-generaal, een adjunct-auditeur-generaal, acht eerste auditeurs en negenentwintig auditeurs en adjunct-auditeurs.

Het regeringsontwerp verhoogt alleen het aantal auditeurs en adjunct-auditeurs met vijf, tot in totaal vierendertig.

Bij het coördinatiebureau wordt niets gewijzigd.

Tenslotte wordt het aantal griffiers van vijf op zeven gebracht.

De kostprijs van de voorgenomen personeelsuitbreiding wordt geraamd op ongeveer 26 miljoen frank.

**

Afgezien van de bepalingen die een aantal artikelen van de gecoördineerde wetten aanpassen om de oprichting van twee nieuwe kamers mogelijk te maken, voorziet het ontwerp nog in :

— een wijziging van artikel 19 van de gecoördineerde wetten ten einde deze bepalingen in overeenstemming te brengen met de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 22 maart 1977 betreffende de uitoefening door advocaten van het vrij verrichten van diensten;

— een overgangsbepaling waarbij de geldigheidsduur van de laatste aanwervingsexamens van adjunct-auditeurs en adjunct-referendarissen, respectievelijk afgesloten op 14 december 1979 en 10 juni 1980, wordt verlengd.

Aan de andere kant heeft de Regering, tijdens de bespreking van de artikelen in de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken, ingestemd met een amendement tot wijziging van artikel 71, § 1, ten einde de auditeurs en de referendarissen in staat te stellen over te gaan van het auditoraat naar het coördinatiebureau en omgekeerd.

II. Discussion générale

Tout en se réjouissant de voir augmenter le nombre des conseillers d'Etat et des auditeurs, un membre met en doute la déclaration selon laquelle ce serait surtout la section de législation qui aurait à faire face à un accroissement considérable du volume des affaires à traiter, à moins que l'on n'envisage une extension fort importante de ses compétences dans le cadre de la réforme de l'Etat. Par ailleurs, l'intervenant doit cependant bien reconnaître que les nombreux arrêtés royaux à soumettre au Conseil d'Etat en application de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi imposeront incontestablement un surcroît de travail au Conseil. L'intervenant compare ensuite les besoins respectifs quant au nombre d'auditeurs et de conseillers. L'auditorat est la cheville ouvrière du Conseil d'Etat; c'est lui, notamment, qui instruit les recours en annulation. Aussi l'intervenant préconise-t-il d'augmenter sensiblement le nombre des auditeurs plutôt que celui des conseillers.

Un autre commissaire marque également son accord sur l'extension proposée, mais il se demande :

- dans quelle mesure la création d'une Cour d'arbitrage affectera le volume des affaires à traiter par le Conseil d'Etat et où l'on en est à l'égard de cette création;

- comment il se fait que l'on propose une extension considérable de la section de législation, alors que c'est la section d'administration qui a l'arriéré le plus important.

Le premier intervenant répond qu'en réalité, il n'y a pas de séparation nette entre les travaux de la section de législation et ceux de la section d'administration, de sorte que cette dernière est souvent appelée à traiter les affaires urgentes soumises à la section de législation. Le membre considère qu'il y a ainsi une interaction positive entre la théorie et la pratique.

Un autre commissaire approuve les considérations qui viennent d'être émises et estime, lui aussi, qu'il serait paradoxal d'augmenter les effectifs de la section de législation, alors que c'est à la section d'administration que l'arriéré est le plus important.

Le Ministre répond aux différentes interventions en donnant des chiffres sur l'accroissement du volume des travaux de la section de législation (voir Doc. Chambre 95 (1981-1982), n° 3, p. 3).

Il ajoute que les retards constatés à la section d'administration s'expliquent non pas tellement par la multiplication des affaires que par la complexité de la procédure. Il se propose d'ailleurs de soumettre cette procédure à un examen approfondi, afin de déterminer si elle ne pourrait être simplifiée et accélérée. Enfin, il signale que le Gouvernement a approuvé l'avant-projet de loi instituant la Cour d'arbitrage et que ce document est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat; le projet sera déposé au Sénat. La création de la Cour d'arbitrage n'aura cependant aucune incidence sur le volume des affaires à traiter par la section de législation.

II. Algemene bespreking

Een lid verheugt zich over de uitbreiding van het aantal staatsraden en het aantal auditeurs. Hij verwijst naar de verklaring als zou vooral de afdeling « Wetgeving » te kampen hebben met een grote toename van het werk; het lid betwijfelt zulks, tenzij men een radicale uitbreiding van bevoegdheden zou overwegen in het raam van de Staatshervorming. Anderzijds moet het lid nochtans toegeven dat de talrijke uitvoeringsbesluiten die, tengevolge van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, aan de Raad van State worden voorgelegd, alleszins bijkomend werk meebrengen. Het lid onderzoekt vervolgens de verhouding tussen de behoeften aan auditeurs en aan staatsraden. Het auditoraat vormt de spil van de Raad van State; de annulatieverzoeken worden er o.m. voorbereid. Het pleit voor een forse verhoging van het aantal auditeurs, liever dan een uitbreiding van het aantal staatsraden.

Een ander lid betuigt eveneens zijn akkoord met de uitbreiding maar stelt zich niettemin twee vragen :

- in hoeverre zal de oprichting van een Arbitragehof een invloed hebben op het werkvolume van de Raad van State en hoe is het gesteld met de oprichting van dat Hof;

- hoe komt het, dat een forse uitbreiding in de afdeling « Wetgeving » wordt vooropgesteld, daar waar de grote achterstand voorkomt in de afdeling « Administratie ».

Het eerste lid pikt in op deze tussenkomst en betoogt dat de werkzaamheden tussen de afdeling « Wetgeving » en « Administratie » niet zo streng gescheiden zijn, zodat men vaak een beroep doet op de afdeling « Administratie » om dringende opdrachten van de afdeling « Wetgeving » te vervullen. Hetzelfde lid meent dat deze werkwijze leidt tot een gunstige wisselwerking tussen de theorie en de praktijk.

Een ander lid sluit zich aan bij de bovenvermelde bedenkingen met betrekking tot de paradox, dat waar de afdeling « Administratie » grote vertraging oploopt, de personeelsuitbreiding wordt voorzien in de afdeling « Wetgeving ».

De Minister antwoordt op de verschillende tussenkomsten met een cijfermatige illustratie van de toename van het werk in de afdeling « Wetgeving » (zie Gedr. St. Kamer 95 (1981-1982), nr. 3, blz. 3).

Volgens de Minister is de grote vertraging in de afdeling « Administratie » niet zodanig te wijten aan de verhoging van het aantal zaken, dan wel aan de omslachtige procedure. Hij neemt zich voor de procedure aan een grondig onderzoek te onderwerpen ten einde na te gaan in hoeverre zij kan vereenvoudigd en ingekort worden. Tenslotte deelt hij mee dat de Regering de instelling van het Arbitragehof heeft goedgekeurd, zodat het voorontwerp momenteel is overgezonden aan de Raad van State; het ontwerp zal ingediend worden in de Senaat. De oprichting van het Arbitragehof zal evenwel geen invloed hebben op het werkvolume van de afdeling « Wetgeving » van de Raad van State.

Le premier intervenant répète qu'il ne comprend pas pourquoi on n'augmente pas le nombre des auditeurs. Il constate que l'augmentation du nombre de chambres se traduit par une augmentation identique pour les deux groupes linguistiques. Or, les recours en annulation sont beaucoup plus nombreux pour le rôle néerlandais. Aussi réclame-t-il une extension proportionnelle au volume des travaux.

Quant à la complexité de la procédure, il fait remarquer que les retards sont maintes fois imputables aux administrations, qui sollicitent souvent des prorogations de délai pour présenter leurs mémoires.

Le Ministre prend acte de cette déclaration; il fera procéder à une enquête sur la façon d'agir des administrations publiques.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Pas d'observation. — L'article est adopté par 14 voix et 1 abstention.

Article 2

Un commissaire fait remarquer que l'adaptation du cadre organique, telle qu'elle est proposée, ne permettra pas nécessairement de combler le retard considérable existant dans le rôle néerlandais; il estime en outre qu'il faudrait saisir l'occasion pour régler autrement l'équilibre linguistique entre les chambres.

L'article est adopté par 14 voix et 1 abstention.

Article 3

Un commissaire dépose l'amendement suivant :

« A cet article, remplacer le texte du deuxième tiret de l'article 69 par le texte suivant :

— de l'auditorat, comprenant un auditeur général, un auditeur général adjoint, 12 premiers auditeurs et 44 auditeurs et auditeurs adjoints. »

L'amendement est justifié comme suit :

L'auditorat étant la cheville ouvrière du Conseil d'Etat et l'élément de base d'une bonne jurisprudence, l'adjonction de deux nouvelles chambres doit s'accompagner d'une augmentation proportionnelle du nombre d'auditeurs. Actuellement, la haute juridiction compte 4 chambres totalisant 10 premiers auditeurs et 29 auditeurs et auditeurs adjoints. En raison de l'adjonction de deux nouvelles chambres, il y a donc lieu de recruter 15 auditeurs et auditeurs adjoints supplémentaires, le nombre des auditeurs étant ainsi porté à 44 au total.

Het eerste lid herhaalt dat hij niet begrijpt waarom het aantal auditeurs niet wordt verhoogd. Hij stelt vast dat de verhoging van het aantal kamers leidt tot een identieke verhoging voor de twee taalgroepen. Hij wijst erop dat het aantal annulatieverzoeken veel hoger ligt aan Nederlandse zijde. Hij pleit dan ook voor een uitbreiding evenredig met het werkvolume.

Inzake de omslachtige procedures merkt hij op dat de vertraging dikwijls te wijten is aan de administraties, die vaak een verlenging vragen van de termijnen voor het indienen van de memories.

De Minister neemt nota van deze verklaring en neemt zich voor de gedragingen van de overheidsdiensten aan een nader onderzoek te onderwerpen.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Geen opmerkingen. — Het artikel wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2

Een lid merkt op dat de voorgestelde aanpassingen van het organiek kader niet noodzakelijk de mogelijkheid zullen scheppen om de grote vertraging aan Nederlandstalige zijde ongedaan te maken; hij is daarenboven de mening toegedaan dat de gelegenheid zou moeten aangegrepen worden om het taalkundig evenwicht tussen de kamers te wijzigen.

Het artikel wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 3

Een lid dient volgend amendement in :

« In dit artikel, de tekst na het tweede deelteken van artikel 69 te vervangen als volgt :

— uit het auditoraat, samengesteld uit een auditeur-generaal, een adjunct-auditeur-generaal, 12 eerste auditeurs en 44 auditeurs en adjunct-auditeurs. »

Het amendement wordt verantwoord als volgt :

Aangezien het auditoraat de spil is van de Raad van State en de basis van een goede rechtspraak, moet het toevoegen van twee kamers gepaard gaan met een proportionele verhoging van het aantal auditeurs. Momenteel bestaan er 4 kamers met 10 eerste auditeurs en 29 auditeurs en adjunct-auditeurs. De verhoging van de Raad met twee kamers moet derhalve gepaard gaan met de aanwerving van 15 bijkomende auditeurs en adjunct-auditeurs. Het totaal aantal auditeurs dient dus op 44 gebracht te worden.

Ce chiffre n'a rien d'excessif si l'on considère que :

— l'élément de base des travaux reste l'auditorat et l'accroissement du volume de affaires à traiter justifie l'augmentation du nombre des auditeurs;

— la section de législation sera désormais saisie d'un plus grand nombre de demandes, du fait que l'« urgence » ne pourra plus être invoquée sans plus, mais devra être motivée;

— la résorption de l'arriéré sera assurée tant par les chambres que par l'auditorat.

L'amendement est rejeté par 14 voix contre 1.

L'article 3 est adopté par 14 voix et 1 abstention.

Article 4

L'article 4 est adopté, sans discussion, à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 5

Un commissaire demande de quelle manière les intéressés doivent justifier de leur connaissance de la seconde langue. Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique répond comme suit :

« Cette matière est régie par l'article 73, § 2, alinéas 4 et 5, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Deux types d'examens linguistiques y sont prévus :

1. l'examen linguistique prévu pour l'accession aux fonctions judiciaires;
2. à défaut d'avoir subi cet examen, l'examen spécialement organisé pour l'accession à une fonction au Conseil d'Etat.

a) *Premier type d'examen de connaissance de la seconde langue* (art. 73, § 2, al. 4)

La justification de la connaissance de la seconde langue se fait « conformément à l'article 55 des lois sur la collation des grades académiques (...) ».

Ce texte a été modifié par l'article 3 (art. 178) de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et inséré par cette disposition dans la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, pour y devenir l'article 43quinquies.

Cet article 43quinquies a été modifié à son tour par la loi du 28 juin 1974 qui a modifié la composition du jury, pour des raisons pratiques (difficulté de réunir les professeurs d'université en temps opportun). Le jury se compose d'un président (membre effectif de la Cour de cassation ou du parquet près cette Cour), d'un membre effectif d'une

Dit is niet overdreven om de volgende redenen :

— de basis van het werk blijft het auditoraat en de groei van het werk rechtvaardigt het opdrijven van het aantal auditeurs;

— er zullen voortaan meer aanvragen zijn bij de afdeling wetgeving omdat men zo maar de « hoogdringendheid » niet meer mag inroepen, maar deze hoogdringendheid moet motiveren;

— het ophalen van de vertraging wordt zowel door de kamers als door het auditoraat gediend.

Het amendement wordt verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Artikel 3 wordt aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 4

Artikel 4 wordt, zonder opmerkingen, aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 5

Een lid stelt de vraag op welke wijze betrokkenen blijk moeten geven van de kennis van de tweede taal. De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt geeft hieromtrent volgend antwoord :

« Deze materie wordt geregeld door artikel 73, § 2, vierde en vijfde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Daarin wordt voorzien in twee soorten van taalexamens :

1. het taalexamen voor toelating tot een gerechtelijk ambt;
2. indien dit examen niet is afgelegd, het bijzonder examen dat wordt georganiseerd voor de toelating tot een ambt bij de Raad van State.

a) *Eerste soort van examen over de kennis van de tweede taal* (art. 73, § 2, vierde lid)

Het bewijs van de kennis van de tweede taal wordt geleverd « overeenkomstig artikel 55 van de wetten op het toekennen van de academische graden (...) ».

Deze tekst werd gewijzigd bij artikel 3 (art. 178) van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en door deze bepaling ingevoegd in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, waar het artikel 43quinquies is geworden.

Dat artikel 43quinquies is op zijn beurt gewijzigd door de wet van 28 juni 1974 die de samenstelling van de examencommissie om praktische redenen gewijzigd heeft (moeilijkheid om hoogleraren van een universiteit ten gepasten tijde bij elkaar te brengen). De examencommissie bestaat uit een voorzitter (werkend lid van het Hof van Cassatie of

cour d'appel, de deux professeurs de philologie (université libre et officielle) et d'un fonctionnaire du Ministère de la Justice.

b) *Deuxième type d'examen de connaissance de la seconde langue* (art. 73, § 2, al. 5)

Celui-ci prévoit un jury présidé par un membre du Conseil d'Etat et composé, pour le surplus, de la manière fixée par l'article 55 précité.

Un arrêté royal du 16 janvier 1973 a organisé l'examen linguistique prévu à l'article 73, § 2, alinéa 5. Le jury doit se composer (étant donné que cet arrêté royal n'a pas été adapté, à la suite de la modification prérappelée de l'article 43quinquies) d'un président (choisi parmi les présidents de chambre du Conseil d'Etat), d'un membre effectif d'une cour d'appel, de deux professeurs de philologie (université libre et officielle) et d'un fonctionnaire du Ministère de la Justice. Opinion peut-être discutable.

En droit, les deux textes (art. 73, § 2, al. 4 et 5) sont l'un et l'autre également applicables. Le choix entre les deux types d'examens reste donc toujours possible.

En pratique, l'alinéa 4 trouve à s'appliquer lorsqu'un magistrat bilingue de l'ordre judiciaire entre au Conseil d'Etat : il y garde sa qualité de bilingue.

Quant à l'alinéa 5, il est utilisé pour l'organisation des examens linguistiques s'adressant aux magistrats du Conseil d'Etat qui désirent devenir bilingues. »

Un membre dépose les amendements suivants à l'article 5 :

a) A cet article, entre les mots « connaissance » et « de la langue », insérer le mot « approfondie »;

b) Compléter le même article par l'alinéa suivant :

« Il est justifié de cette connaissance devant un jury composé de professeurs appartenant à chacune des universités et porteurs du diplôme de docteur ou de licencié en droit. »

Justification

Lorsque, en matière administrative, les agents de l'Etat doivent avoir, selon le cas, une connaissance élémentaire ou suffisante d'une deuxième langue nationale, ils sont tenus d'en justifier devant le Secrétariat permanent au Recrutement.

On est en droit d'attendre des membres d'une juridiction telle que le Conseil d'Etat, qui sont appelés à donner des avis ou à statuer sur des litiges, qu'ils justifient d'une connaissance approfondie de cette deuxième langue, qu'il s'agisse des conseillers ou des auditeurs.

van het parket bij dat Hof), een werkend lid van een hof van beroep, twee hoogleraren in de taalkunde (vrije en officiële universiteit) en uit een ambtenaar van het Ministerie van Justitie.

b) *Tweede soort van examen over de kennis van de tweede taal* (art. 73, § 2, vijfde lid)

Hier wordt voorzien in een examencommissie die wordt voorgezeten door een lid van de Raad van State en die bovendien is samengesteld op de wijze bepaald door het voornoemde artikel 55.

Een koninklijk besluit van 16 januari 1973 heeft het taal-examen georganiseerd waarin voorzien wordt door artikel 73, § 2, vijfde lid. Aangezien dat koninklijk besluit niet werd aangepast na de voornoemde wijziging van artikel 43quinquies, moet de examencommissie bestaan uit een voorzitter (gekozen uit de kamervoorzitters van de Raad van State), een werkend lid van een hof van beroep, twee hoogleraren in de taalkunde (vrije en officiële universiteit) en uit een ambtenaar van het Ministerie van Justitie. Een betwistbare maatregel wellicht.

In rechte zijn beide teksten (art. 73, § 2, vierde en vijfde lid) gelijkelijk van toepassing. De keuze tussen de twee soorten van examens blijft dus altijd mogelijk.

In de praktijk vindt het vierde lid toepassing wanneer een tweetalig magistraat van de rechterlijke orde in dienst treedt bij de Raad van State : hij behoudt daar zijn hoedanigheid van tweetalige.

Wat het vijfde lid betreft, het wordt gebruikt voor het organiseren van de taalexamens voor de magistraten van de Raad van State die tweetalig wensen te worden. »

Een lid stelt volgende amendementen op artikel 5 voor :

a) In dit artikel tussen de woorden « de » en « kennis » in te voegen het woord « grondige »;

b) Aan hetzelfde artikel het volgend lid toe te voegen :

« Het bewijs van deze kennis wordt geleverd voor een jury, bestaande uit universiteitsprofessoren van elke universiteit, in het bezit van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten. »

Verantwoording

Wanneer in administratieve aangelegenheden de rijksambtenaren in overheidsdienst al naargelang van het geval een elementaire of een voldoende kennis van een tweede landstaal moeten hebben, dienen zij die kennis voor het Vast Wervingssecretariaat te bewijzen.

Wanneer men advies verstrekt of uitspraak doet in rechtsgeschillen zoals in de Raad van State, mag men verwachten dat zowel in de Raad van State als in het auditoraat men een grondige kennis van die taal bewijst.

Ces amendements sont rejetés par 14 voix contre 1.

L'article est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 6

Les amendements suivants sont déposés à cet article :

a) Au 1^o de cet article, remplacer le mot « douze » par le mot « seize »;

b) Dans le même 1^o, remplacer les mots « trois présidents de chambre » par les mots « quatre présidents de chambre », les mots « huit conseillers d'Etat » par « dix conseillers d'Etat », le mot « quatre » par le mot « six » et le mot « trois » par le mot « cinq »;

c) Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« 3^o le même article 79 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il est justifié de la connaissance approfondie de l'autre langue qui est imposée par le présent article, conformément à ce qui est prévu à l'article 73 des présentes lois coordonnées. »

Justification

Cet amendement n'appelle pas de commentaire. Il s'agit d'une simple adaptation à la situation nouvelle.

Ces amendements sont rejetés par 14 voix contre 1.

L'article 6 est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

Article 7

Un membre constate qu'en néerlandais, l'expression : « bewijs leveren van de kennis van het Nederlands en het Frans » (art. 6) a la même signification que l'expression « bewijzen het Nederlands en het Frans machtig te zijn ». En français, toutes les deux se traduisent d'ailleurs par une seule, à savoir « justifier de la connaissance des langues néerlandaise et française ».

Les amendements suivants sont déposés :

A. Remplacer la dernière phrase du dernier alinéa de cet article par la disposition suivante :

« Chacun des membres des chambres ainsi que les assessseurs doivent justifier d'une connaissance approfondie de la seconde langue nationale. Il est justifié de cette connaissance conformément à ce qui est prévu à l'article 5 de la présente loi. »

Deze amendementen worden verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 6

Bij artikel 6 worden volgende amendementen ingediend :

a) In het 1^o van dit artikel het woord « twaalf » te vervangen door het woord « zestien »;

b) In hetzelfde 1^o de woorden « drie kamervoorzitters » te vervangen door « vier kamervoorzitters »; de woorden « acht staatsraden » te vervangen door « tien staatsraden »; het woord « vier » te vervangen door het woord « zes » en de woorden « en drie van » te vervangen door de woorden « en vijf van »;

c) Dit artikel aan te vullen als volgt :

« 3^o hetzelfde artikel 79 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De grondige kennis van de andere taal die opgelegd wordt door dit artikel wordt op dezelfde manier bewezen als in artikel 73 van deze gecoördineerde wetten. »

Verantwoording

Dit amendement vergt geen commentaar. Het is gewoon een aanpassing aan de omstandigheden.

Deze amendementen worden verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Artikel 6 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

Artikel 7

Vastgesteld wordt dat de uitdrukking : « bewijs leveren van de kennis van het Nederlands en het Frans » (art. 6) dezelfde betekenis heeft als de uitdrukking « bewijzen het Nederlands en het Frans machtig te zijn ». In het Frans worden beide uitdrukkingen trouwens door een zelfde term vertaald nl. : « justifier de la connaissance des langues néerlandaise et française ».

Volgende amendementen worden ingediend :

A. De laatste volzin van het laatste lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« Elk van de leden van de Kamers alsmede de assessoren moet bewijzen de tweede landstaal grondig te kennen. Het bewijs wordt geleverd op de wijze zoals bepaald in artikel 5 van deze wet. »

Justification

Nous considérons comme normal que les membres du Conseil d'Etat, qui sont chargés d'examiner des textes organiques, aient une connaissance approfondie de la seconde langue nationale.

B. Insérer dans le projet un article 7bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Les mêmes lois sont complétées par un article 88bis libellé comme suit :

« Article 88bis. — Toutes les affaires faisant l'objet d'un recours en annulation introduit en application de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et dans lesquelles il doit être fait usage de la langue allemande, sont soumises à des auditeurs et conseillers d'Etat ayant une connaissance approfondie de la langue allemande. Il est justifié de cette connaissance conformément à ce qui est prévu à l'article 5 de la présente loi. »

Justification

Cet article n'appelle pas de commentaires et forme un tout avec le précédent.

Ces deux amendements sont rejetés par 14 voix contre 1.

L'article est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

♦♦

Articles 8 à 13

Par d'observation. — Ces articles sont adoptés à l'unanimité des 15 membres présents.

♦♦

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 14 voix et 1 abstention.

♦♦

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 15 membres présents.

Le Rapporteur,
M. DE KERPEL.

Le Président,
G. PAQUE.

Verantwoording

Wij achten het normaal dat staatsraden die organieke teksten onderzoeken een grondige kennis hebben van de tweede landstaal.

B. Een artikel 7bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Dezelfde wetten worden aangevuld met een artikel 88bis, luidende :

« Artikel 88bis. — Alle zaken die het voorwerp uitmaken van een annulatieberoep ingevolge artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en die in het Duits moeten worden behandeld, worden behandeld door auditeurs en staatsraden die een grondige kennis van het Duits hebben. Die kennis wordt bewezen op de wijze zoals bepaald in artikel 5 van deze wet. »

Verantwoording

Dit artikel vergt geen commentaar en sluit aan bij het vorige.

Beide amendementen worden verworpen met 14 stemmen tegen 1.

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

♦♦

Artikelen 8 tot 13

Geen opmerkingen. — Deze artikelen worden eenparig (15 stemmen) aangenomen.

♦♦

Het geheel van het ontwerp van wet wordt ongewijzigd aangenomen met 14 stemmen bij 1 onthouding.

♦♦

Het verslag wordt goedgekeurd bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

De Verslaggever,
M. DE KERPEL.

De Voorzitter,
G. PAQUE.